

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Donnerstag, 10. Juni 2004

Jeudi, 10 juin 2004

08.00 h

02.090

Eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare. Bundesgesetz

Partenariat enregistré entre personnes du même sexe. Loi fédérale

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 29.11.02 (BBl 2003 1288)
Message du Conseil fédéral 29.11.02 (FF 2003 1192)

Nationalrat/Conseil national 02.12.03 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 03.12.03 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 03.12.03 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 03.06.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 10.06.04 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 18.06.04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 18.06.04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Präsident (Binder Max, Präsident): Ich stelle fest, dass es in diesem Geschäft eigentlich keine Differenzen mehr gibt.

Huber Gabi (RL, UR), für die Kommission: Das Bundesgesetz über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare hat eine lange Entstehungsgeschichte und zwei umfangreiche Vernehmlassungsverfahren hinter sich.

Warum braucht es dieses Gesetz? Es braucht dieses Gesetz, weil das Recht auf Entfaltung der Persönlichkeit in einer pluralistischen und freien Gesellschaft allen Menschen in ihrer Verschiedenartigkeit zugestanden werden muss und weil dieses Gesetz den Bedürfnissen und Erwartungen eines Teils der Bürgerinnen und Bürger entspricht, der sich diskriminiert fühlt und dies objektiv gesehen wohl auch ist. Jeder Mensch soll sich möglichst frei entfalten können.

Die Entfaltung der Persönlichkeit des Einzelnen setzt grundsätzlich voraus, dass der Staat möglichst wenig in die Freiheit des Menschen eingreift. Dieser Grundsatz kann aber im modernen Staat nicht mehr absolut gelten. Es gibt nämlich auch Pflichten, die der Staat erfüllen muss, um der Persönlichkeit des Menschen gerecht zu werden. In diesem Sinne hat der Staat z. B. Sozialwerke aufgebaut oder Beschränkungen entworfen. Der Staat hat im Weiteren viele Regelungen für das Zusammenleben der Menschen erlassen, welche Privilegierungen eines Partners zulassen. Dieses Tätigwerden des Staates zugunsten der freien Persönlichkeitsentwicklung sowie die Privilegierungsmöglichkeiten müssen auch Menschen zugestanden werden, deren Partnerschaften nicht dem eigenen Verständnis von Partnerschaft entsprechen. Schliesslich geht es mit der Anerkennung gleichgeschlechtlicher Partnerschaften auch um die Anerkennung von Leistungen gegenseitiger Für- und Vorsorge in einer solchen Lebensgemeinschaft und damit um die rechtliche Anerkennung von Verantwortungsgemeinschaften.

Unser Rat und auch der Ständerat sind auf dieses Gesetz eingetreten. Es bestehen noch einige Differenzen. Mit einer Ausnahme beinhalten sie keine materiellen Änderungen, sondern formelle. Die restlichen Differenzen stehen unter der Änderung bisherigen Rechtes und beinhalten den reinen Nachvollzug von Gesetzesanpassungen.

Die eine echte Differenz betrifft Ziffer 8 der Vorlage betreffend die Änderung des ZGB. Der Ständerat hat nämlich beschlossen, bei dieser Gelegenheit die von beiden Räten erheblich erklärte Motion Janiak 02.3479 umzusetzen, welche das Eheverbot bei Stiefverhältnissen, welches in Artikel 95 Absatz 1 Ziffer 2 ZGB enthalten ist, aufheben oder mindestens eine Dispensmöglichkeit vorsehen will. Die Vorlage sieht nun die Aufhebung des Eheverbots bei einem Stiefverhältnis und seine Eliminierung als Eheungültigkeitsgrund in Artikel 105 Ziffer 3 ZGB vor.

Die Kommission für Rechtsfragen hat am 8. Juni einstimmig beschlossen, dem Ständerat zu folgen. Alles andere würde eine Diskriminierung der Ehe gegenüber der gleichgeschlechtlichen Partnerschaft bedeuten, weil bei der gleichgeschlechtlichen Partnerschaft die Eintragung im Fall von Stiefelternteil und Stiefkind nicht verboten ist.

Ich ersuche Sie aus diesen Gründen, der Kommission für Rechtsfragen zu folgen und dem Gesetz zuzustimmen.

Menétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD), pour la commission: A sa séance du 3 juin 2004, le Conseil des Etats a donc adopté presque sans modifications le projet de loi sur le partenariat enregistré. Il ne reste que quelques divergences formelles que la commission vous propose d'éliminer en acceptant toutes les décisions du Conseil des Etats.

Je signalerai tout de même que nos collègues ont débattu d'une proposition de renvoi à la commission, qui visait à atténuer les effets du partenariat dans le sens d'une simple convention notariée. Cette proposition de renvoi a été rejetée, le conseil dans sa majorité ayant admis que le partenariat proposé ne mettait pas en péril le mariage, car il s'en distinguait par plusieurs aspects, dont le plus important était l'interdiction de l'adoption et de la fécondation in vitro. Le fait que le partenariat ne soit pas ouvert aux concubins, mais seulement aux personnes de même sexe, contribue aussi à maintenir le mariage dans toute sa majesté – fragile il est vrai, éphémère souvent –, mais majesté tout de même!

Pour éviter de devoir faire des commentaires pour chaque article modifié par le Conseil des Etats, nous vous présentons en une fois les quelques modifications. Madame Huber vient de le rappeler, la plupart des changements ne sont que de simples adaptations à des lois déjà votées et récemment entrées en vigueur. C'est le cas pour la loi fédérale d'organisation judiciaire (ch. 7 du projet, modification du droit en vigueur): l'article 22 alinéa 1 lettre a sur la récusation est une modification qui découle de l'entrée en vigueur de la loi sur le Tribunal pénal fédéral. C'est aussi le cas pour les articles 66ter, 123, 126, 180 et 189 du Code pénal (ch. 18), qui intègrent simplement la modification concernant la poursuite des infractions entre conjoints ou partenaires, entrée en vigueur le 1er avril 2004 – mise en oeuvre de l'initiative parlementaire von Felten 96.465 sur la poursuite d'office de la violence conjugale, avec, dans le cas présent, extension aux partenaires enregistrés. C'est la même chose pour le Code pénal militaire (ch. 22), où les articles 47b et 155a portent sur les mêmes délits désormais poursuivis d'office.

A ce propos, on peut mentionner le souci de quelques membres de la commission concernant la capacité des tribunaux militaires exclusivement masculins de juger avec pertinence des cas de violence conjugale, même s'il s'agit de couples homosexuels – mais ça, c'est une autre histoire qui échappe aujourd'hui à notre sagacité.

Plus loin, les modifications figurant sur le dépliant, chiffre 23, procédure pénale militaire, articles 75, 98a et 98b, résultent de la décision que nous avons prise le 19 décembre 2003 concernant la protection des témoins, modifications entrées en vigueur le 1er juin 2004.

Enfin, une adaptation est encore proposée à l'article 37 LPP, suite à la révision du 3 octobre 2003, de façon que le versement de la prestation en capital soit possible non seulement si le conjoint mais le partenaire enregistré donne son consentement écrit.

Toutes ces adaptations, peut-être faut-il le rappeler, résultent de la décision que nous avons prise et que le Conseil des

Etats a confirmée, selon laquelle le partenariat enregistré a sur ces différents points des effets comparables à ceux du mariage.

Il reste encore deux modifications apportées par le Conseil des Etats. L'une, à l'article 7 du projet de loi, est purement formelle. Le caractère public de l'enregistrement venant logiquement après l'enregistrement lui-même, le Conseil des Etats propose d'inverser l'ordre des deux alinéas.

Quant au code civil, chiffre 8 du dépliant, la modification de l'article 95 est la seule vraie nouveauté introduite dans ce projet par le Conseil des Etats. Elle mérite quelques mots d'explication. Il s'agit de l'empêchement du mariage et du partenariat enregistré pour cause de lien de parenté. La situation telle qu'elle résultait du vote de notre conseil crée une inégalité de traitement entre les conjoints et les partenaires: ces derniers pouvaient, en cas de dissolution du partenariat, enregistrer un nouveau partenariat avec l'enfant de leur ex-partenaire, ce qui était interdit aux conjoints. Pour éliminer cette différence de traitement, Monsieur Janiak a proposé une motion qui a été adoptée par les deux conseils. La proposition qui nous est faite ici constitue la mise en oeuvre de cette motion. Elle revient à adapter le droit civil à une évolution des moeurs, selon laquelle interdire le mariage entre une personne et l'enfant majeur de son ex-conjoint est une restriction disproportionnée d'un droit fondamental, à savoir le droit au mariage.

La commission vous recommande donc à l'unanimité d'adopter toutes les modifications décidées par le Conseil des Etats.

Je dois encore ajouter que, pour le texte français, une modification de rédaction doit être apportée à la page 4 du dépliant, à l'alinéa 3 de l'article 66ter du Code pénal, qui serait rédigé en ces termes: «le partenaire homosexuel ou homosexuel de l'auteur et que l'atteinte ait été commise durant la vie commune» – et non pas «durant cette période» – «ou dans l'année qui a suivi la séparation.»

La Commission de rédaction reviendra sur cette modification.

Blocher Christoph, Bundesrat: Zwischen den beiden Räten sind Differenzen entstanden. Ihre vorberatende Kommission schliesst sich in allen Teilen dem Ständerat an. Zwischen den beiden Räten gibt es eigentlich drei Gruppen von Differenzen:

1. Es sind rein redaktionelle Bereinigungen, denen wir selbstverständlich zustimmen können.
2. Es sind in der Zwischenzeit, während der Beratungen, neue Vorschriften entstanden. Deshalb braucht es Anpassungen von Gesetzen, die in anderem Zusammenhang in der jüngsten Zeit geändert worden sind und die nun auch dem Rechtsinstitut der eingetragenen Partnerschaft Rechnung tragen müssen. Es ist also eine automatische Anpassung anderer Gesetze. Wir haben hier nichts beizufügen.
3. Wir haben uns erlaubt, in die ständerätliche Kommission eine Änderung einzubringen. Das ist die Aufhebung des Eheverbotes bei Stiefverhältnissen in Artikel 95 und in Artikel 105 ZGB. Wir haben uns das aus zwei Gründen erlaubt: Erstens würde die Ehe gegenüber der gleichgeschlechtlichen Partnerschaft diskriminiert, weil dort eine eingetragene Partnerschaft zwischen einem Stiefelternteil und einem Stiefkind möglich ist, währenddem es bei der Ehe ein Ungültigkeitsgrund ist. Zweitens haben beide Räte und der Bundesrat die damalige Motion Janiak 02.3479 einhellig gutgeheissen. Deshalb haben wir uns erlaubt, dies einzubringen, und zwar ohne Vernehmlassungsverfahren. Der Ständerat hat dem zugestimmt, und auch Ihre Kommission stimmt dem zu.

Ich bitte Sie, diese Differenzen hier im Sinne des Ständerates zu bereinigen. Der Bundesrat ist damit einverstanden.

Bundesgesetz über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe

Art. 7; 27 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 7; 27 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Änderung bisherigen Rechts Modification d'autres actes législatifs

Ziff. 7, 8, 18, 22, 23, 28

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 7, 8, 18, 22, 23, 28

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

04.203

Erklärung des Nationalrates zu Euro 2008

Deklaration du Conseil national concernant l'Euro 2008

Erklärung des Nationalrates zu Euro 2008

Das Exekutivkomitee der Uefa hat am 12. Dezember 2002 der gemeinsamen Kandidatur der Länder Österreich und Schweiz für die Durchführung der Fussballeuropameisterschaft des Jahres 2008 zugestimmt. In beiden Ländern wurde diese Kandidatur sowohl von den politischen Behörden als auch von der Bevölkerung unterstützt. Die Schweiz muss vier Stadien zur Verfügung stellen.

Das Parlament hat sich mit dem Nationalen Sportanlagenkonzept (Nasak) bereits im Jahre 1998 für die Unterstützung von Stadionneubauten in verschiedenen Schweizer Städten ausgesprochen. Aufgrund verschiedener Verzögerungen wird möglicherweise ein Teil der Zahlungskredite nicht rechtzeitig beansprucht werden. Das Parlament ersucht den Bundesrat zu prüfen, wie diese restlichen Finanzmittel im Rahmen des Finanzbedarfs für Stadionanpassungen für die Euro 2008 verwendet werden können. Zudem erwartet der Nationalrat vom Bundesrat bis Jahresende eine Kurzanalyse über Erfahrungen für die Schweiz anlässlich der Euro 2004 in Bezug auf Ablauf, Infrastrukturen und Sicherheit.

Der Nationalrat nimmt die Auseinandersetzung um den Bau des Stadions Zürich mit wachsender Besorgnis zur Kenntnis. Mit der Organisation der Fussballeuropameisterschaft 2008 erhält die Schweiz eine seltene Gelegenheit, sich dem Kontinent zu präsentieren. Und zwar als sportliche, freundliche und kompetente Gastgeberin dieses Grossanlasses, der bekanntermassen eine der meistbeachteten europäischen Sportveranstaltungen jenes Jahres sein wird. Es wäre bedauerlich, wenn aufgrund der Beschwerden gegen das vom Stimmvolk angenommene Stadionprojekt kein einziges Spiel in Zürich stattfände.

Der Nationalrat appelliert an alle Beteiligten, gemeinsam alles in ihrer Macht Stehende zu unternehmen, um die planmässige Durchführung der Euro 2008 zu ermöglichen.